

Nouvelles perspectives en sciences sociales



Les migrations internationales et le développement. L'exode de compétences et les envois de fonds émigrés, Serge Feld, Paris, L'Harmattan, coll. « Populations », 2019, 242 p.

Ali A. Maïna

Volume 16, Number 2, May 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1077103ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1077103ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (print)

1918-7475 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Maïna, A. A. (2021). Review of [*Les migrations internationales et le développement. L'exode de compétences et les envois de fonds émigrés*, Serge Feld, Paris, L'Harmattan, coll. « Populations », 2019, 242 p.] *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 16(2), 281–284.
<https://doi.org/10.7202/1077103ar>

Tous droits réservés © Prise de parole, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les migrations internationales et le développement. L'exode de compétences et les envois de fonds émigrés

Serge Feld, Paris, L'Harmattan, coll. « Populations », 2019, 242 p.

PAR ALI A. MAÏNA

Université Laurentienne, Sudbury, Ontario, Canada

Les questions de migration et de développement reflètent à bien des égards l'impact de la mondialisation des marchés¹. L'ouvrage de Serge Fiel s'intéresse aux flux migratoires internationaux et à leurs conséquences sur le pays de départ. Il explore les plus récentes recherches et données pour analyser les principales tendances migratoires et le développement des pays en développement (PVD). Il utilise principalement des données d'organisations internationales (ONU, Banque mondiale, FMI, OCDE, OMS, etc.). L'une des principales qualités de cet ouvrage repose sur une analyse très approfondie et nuancée des liens entre les mouvements migratoires et le développement. Il décortique les principales approches pour et contre l'émigration des travailleurs hautement qualifiés, les envois de fonds vers les pays d'origine et les politiques qui régissent ces mouvements. Dans cette perspective, une distinction est faite entre des mouvements migratoires qui ont lieu entre des pays à revenus similaires et, d'autre part, entre pays industrialisés et pays en développement. Il montre que la problématique d'immigration elle-même est l'effet de la

¹ Aneesh Aneesh, 2009, « Global Labour : Algoratic Models of Organization », *Sociological Theory*, vol. 27, n° 4, p. 347-370 ; Phillip Brown et Hugh Lauder, « The Great Transformation in the Global Labour Market », *Soundings. A Journal of Politics and Culture*, n° 51, p. 41-53, 2012 ; Philippe Norel, *L'invention des marchés. Une histoire économique de la mondialisation*, Paris, Seuil, coll. « Économie humaine », 2005 ; Don Wells, « Local Worker Struggles in the Global South: Reconsidering Northern Impacts on International Labour Standards », *Third World Quarterly*, vol. 30, n° 3, 2009, p. 567-579.

mondialisation, qui favorise la libre circulation des personnes, des biens et des services.

La première partie de l'ouvrage analyse le lien entre les mouvements migratoires de personnes hautement qualifiées et le développement des PVD. L'émigration de ces travailleurs, qualifiée de « fuite des cerveaux » ou de « gain de cerveaux », a des conséquences très importantes sur le développement de nombre de pays. Dans les pays de l'OCDE, entre 2000 et 2010, le nombre de migrants diplômés de l'enseignement supérieur s'est élevé à environ 31,5 millions, soit une croissance de 70 % en 10 ans. Le nombre total de migrants dans le monde n'a augmenté que de 50 millions au cours de la même période, soit une augmentation de 29 %. Les immigrants hautement qualifiés viennent généralement des pays d'Amérique centrale, d'Afrique et d'Asie.

Les arguments contre l'exode des personnes hautement qualifiées s'articulent principalement en termes de perte de fonds publics dans l'enseignement supérieur, de perte de recettes fiscales et de réduction significative des facteurs de production qui ont un impact négatif sur le développement des pays d'origine. Dans cette perspective, l'ouvrage donne une analyse approfondie des données récentes sur l'émigration des personnels de santé des pays en développement et sur son impact sur le niveau de santé de la population et le coût des investissements publics dans les pays de départ. Les arguments en faveur des migrations internationales exposent cependant les avantages des réseaux internationaux et signalent une meilleure répartition des facteurs de production entre les pays, y compris le transfert des connaissances technologiques et scientifiques essentielles au développement des pays en développement. La thèse du « *brain gain* » considère que le retour des immigrés formés à l'étranger peut contribuer à augmenter le niveau de compétence et la productivité de la main-d'œuvre dans le pays de départ. Au-delà des arguments pour et contre l'exode des travailleurs hautement qualifiés, cet ouvrage fournit aussi une analyse critique des théories classiques sur les conséquences de l'émigration des travailleurs hautement qualifiés pour les PVD de départ.

La deuxième partie de l'ouvrage aborde en détail la question des envois de fonds vers les pays d'origine. Les envois de fonds sont souvent documentés comme l'un des facteurs d'immigration les plus favorables au développement du pays d'origine. Il analyse les données les plus récentes sur les principales tendances des envois de fonds des migrants vers leur pays d'origine. Les envois de fonds annuels des migrants du monde entier vers les pays d'origine sont passés de 101 milliards de dollars américains en 1995 à plus de 582 milliards de dollars en 2015, soit une augmentation de 525 % en 20 ans. Durant la même période de 20 ans, le taux de croissance des envois des fonds vers les PVD a atteint jusqu'à 790 %. Cependant, la croissance du nombre total de migrants dans le monde est relativement faible par rapport au taux des transferts de fonds, elle est passée de 165 millions de migrants en 1995 à 243 millions en 2015, soit une croissance globale de 47 %.

Les envois de fonds sont aussi plus élevés que les investissements en portefeuille d'actifs privés et les investissements directs étrangers (IDE) vers les PVD. Parmi les PVD, ceux au niveau de revenu moyen par habitant reçoivent jusqu'à 92 % de ces fonds et 8 % pour ceux à faible revenu. Les coûts des envois de fonds sont plus élevés entre les pays du Sud qu'entre les pays du Nord et du Sud. L'Inde et la Chine sont respectivement les premiers pays bénéficiaires des fonds destinés aux pays d'origine. Les principaux pays d'envois de fonds en 2014 sont respectivement les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Russie et la Suisse. À cela s'ajoutent des envois informels qui sont parfois plus élevés que les transferts officiels de fonds vers les pays d'origines.

Il expose les facteurs à l'origine des envois de fonds et leurs effets sur les conditions socio-économiques de la population et les politiques visant à les intégrer dans les stratégies de développement du pays. Le montant des envois de fonds dépend principalement de la durée de résidence et de la conjoncture économique du pays d'accueil, selon qu'il s'agit de travailleurs qualifiés ou non, du coût des transferts et de la situation sociale des migrants. Bien que « la moitié seulement des migrants

envoient une partie de leur épargne à leurs familles » (p. 129), les envois de fonds sont des ressources importantes qui contribuent à réduire les inégalités et à améliorer le niveau de vie des populations des pays bénéficiaires. Une croissance de 10 % des envois de fonds contribuerait à réduire le taux de pauvreté de 3,5 % parmi les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Au niveau macroéconomique, les effets des envois de fonds se distinguent sur les réserves en devises, la balance des paiements, les taux d'intérêt et les taux de croissance du produit national brut par habitant. De ce point de vue, la question des transferts de fonds occupe une place importante à bien des égards dans l'optimisation de la dynamique politique du mouvement migratoire international. Cet ouvrage présente une conclusion nuancée de l'impact macroéconomique des envois de fonds. Nonobstant les conséquences des mouvements migratoires, le nombre total de migrants ne représente que 3,3 % de la population mondiale, 7,2 % à 11,02 % de la population des pays développés, 1,7 % de la population des pays en développement et, depuis 25 ans, il n'a augmenté que de 14 %. Cependant, il convient de rappeler les disparités très importantes entre les pays.

En somme, le lien entre migration internationale et développement s'articule le long de deux axes majeurs, à savoir l'exode de main-d'œuvre hautement qualifiée et les envois de fonds vers les pays d'origine. Les principaux arguments négatifs et positifs sur l'impact de l'immigration sur le développement de pays d'origine ont montré leurs limites, car ils reposent à bien des égards sur une analyse trop fragmentée. Le lien entre migration et développement est souvent analysé uniquement sous l'angle du développement économique. La dimension économique, nous en convenons, et les dimensions sociales et politiques sont tout aussi importantes dans la dynamique de l'optimisation de ce lien entre migration et développement. Il est plus judicieux de privilégier une approche plus interdisciplinaire pour mieux comprendre la multidimensionnalité du phénomène migration-développement.